

# Une voix pour le bilinguisme

**PARTIS PRIS (5)** Le PLR place la liberté de penser et d'action en haut de ses valeurs. Ses membres ne sont donc pas uniformes. La preuve avec Madeleine Deckert et Nicolas Rubin, candidats au Conseil national.

PAR MARJORIE SPART

→ Douze partis qui proposent des candidats de notre région sont en lice pour l'élection au Conseil national. Pour détailler leurs objectifs, Le JdJ a donné la parole à deux représentants par groupe parlementaire: un homme et une femme, venant de Bienne et/ou du Jura bernois. Cinquième volet avec le Parti libéral-radical (PLR).

Madeleine Deckert croit en la politique. Non par idéalisme, mais parce qu'elle a constaté qu'en s'investissant, «on arrive à faire bouger les choses». A la tête de sa commune d'Evilard-Macolin, elle a participé à la mise sur pied de l'école à journée continue, à l'agrandissement de l'école et à la création de la crèche. Pour elle, se porter candidate au Conseil national était donc «une suite logique» dans son investissement politique. Proche des citoyens, elle juge important d'être à l'écoute et de tout mettre en œuvre pour trouver des solutions. Elle estime d'ailleurs que le PLR est «un parti très ouvert qui est enclin à trouver des consensus, puisqu'il ne tombe pas dans les extrêmes».

## Soutenir le rôle de pont

Le PLR du canton aimerait gagner un siège supplémentaire (pour passer à trois) au Conseil national, tout en faisant élire Christa Markwalder au Conseil des Etats. L'occasion de faire élire une femme de plus sous la Coupole? «Ce serait une très bonne chose car elles doivent être représentées. Les femmes apportent une diversité de point de vue. Par contre, je suis

contre l'instauration de quotas. J'ai été la première femme à être nommée maire à Evilard. Mais cela n'a jamais été un argument de campagne», plaide Madeleine Deckert. Selon la candidate, il convient d'améliorer la politique familiale en Suisse. «On peut en faire plus dans l'accueil familial des enfants. Aujourd'hui, c'est un critère pour nombre de parents: avant de s'installer à Evilard ou Macolin, ils demandent souvent s'il existe une crèche au village.» Pour la mairesse, un congé d'au moins deux semaines doit être accordé aux nouveaux papas. «Mais une autre solution pour favoriser la conciliation des la vie professionnelle et familiale serait de privilégier le home office dans les entreprises, sans pénaliser les PME.» Si elle est élue au national, Madeleine Deckert compte s'engager particulièrement pour le bilinguisme. «Etant moi-même trilingue – allemand, français, anglais – il me tient à cœur de promouvoir cette diversité. Notre canton a un réel rôle de pont à jouer en Suisse. Les différences linguistiques qui marquent notre région, le canton et le pays sont un atout et une force que nous devons soigner et qui sont aussi essentielles



Madeleine Deckert se présente pour la première fois aux élections fédérales. PETER SAMUEL JAGGI

pour la sensibilité diplomatique de la Suisse.» La mairesse juge qu'au niveau fédéral, «il y a souvent une mauvaise compréhension du bilinguisme. Pour ceux qui ne le vivent pas, il s'apparente à un caprice, alors qu'il est culturel.»

## Rouler au gaz

Du côté de l'urgence climatique, la candidate ne s'oppose pas à une taxe sur le CO<sub>2</sub>, «pour autant que l'argent prélevé aille à des projets dans le domaine de l'innovation». De son

côté, elle n'a pas attendu les mouvements de grève pour agir: «Je roule avec une voiture à gaz depuis plusieurs années. Je regrette seulement qu'il y ait si peu de stations proposant du biogaz... Je suis prête à payer plus pour en avoir.» Madeleine Deckert a vécu durant sept ans aux Etats-Unis. Elle se rend bien compte que tous les efforts consentis ici en termes de réduction du CO<sub>2</sub> ne font pas le poids face aux gros pollueurs comme les USA. «Mais nous nous devons de

montrer l'exemple! Si la responsabilité écologique est individuelle, la politique est là aussi pour montrer la bonne manière de faire et l'encourager.» Comment? Par exemple en incitant fiscalement les citoyens à investir dans les rénovations énergétiques de bâtiment ou en utilisant des énergies renouvelables. Dans le domaine agricole, Madeleine Deckert estime qu'il faut interdire «les pesticides dangereux pour la santé. Mais l'initiative en cours va trop

## Bio express

Madeleine Deckert est née en 1967. Formée comme employée de commerce, elle est aussi artiste peintre. Mariée et mère de deux fils de 19 et 21 ans, elle vit à Evilard. Côté politique, elle est entrée au Conseil municipal d'Evilard en 2007. En 2015, elle devient mairesse de la commune. Membre du CAF, elle préside aussi Seeland.biel/bienne et fait partie du comité de Jura bernois.Bienne.

loin. Si elle est acceptée, elle pénaliserait tous les paysans.» L'explosion constante des coûts de la santé préoccupe aussi la politicienne. Elle croit au développement des cabinets de médecins généralistes pour désengorger les urgences des hôpitaux et réduire les coûts. «Mais la Confédération a un rôle à jouer auprès des groupes pharmaceutiques pour faire baisser les prix.» Concernant la région, Madeleine Deckert plaide pour la réalisation d'une branche Ouest de l'A5, «pour que l'autoroute soit terminée». Pour elle, la branche Est a fait ses preuves en termes de désengorgement du trafic en ville. «La branche Ouest n'en est que la suite logique.» Elle juge important de trouver une solution qui «convient à la majorité et qui voit le jour».

## Nicolas Rubin mise sur la responsabilité individuelle pour faire avancer le pays

Nicolas Rubin est entré en politique à l'âge de 20 ans. Plus précisément au Conseil de ville de Moutier. Inspiré par sa maman, qui était engagée chez les socialistes, il avait envie de s'investir pour la société. Mais pourquoi sous la bannière PLR? «Parce que ce parti mise sur la responsabilité individuelle et promeut la liberté d'entreprendre.» C'est la deuxième fois que le jeune homme se porte candidat au Conseil national. «Cette année, je suis sur la liste principale du parti, ce qui m'offre davantage de visibilité», se réjouit-il. Par contre, il est aussi le seul Romand... Il y voit «une belle opportunité de faire entendre sa voix», notamment pour défendre les intérêts économiques de la région. S'il est élu, le 20 octobre prochain, Nicolas Rubin compte plaider pour la signature de l'accord-cadre avec l'Union européenne. «Notre région industrielle est en liens étroits avec les pays de l'UE. Sans accord-cadre, il en va de la prospérité du Jura bernois», prévient-il. Par contre, il insiste sur le fait que le droit suisse doit primer sur celui européen. «La population suisse doit toujours avoir le dernier mot!» Parmi les thèmes qui lui sont chers se trouvent l'environnement et le climat. «Je ne suis pas descendu dans la rue avec les manifestants, mais il faut vraiment que les choses changent. Il y a bien urgence au niveau du climat.» Les solutions qu'il envisage pour sortir



Seul candidat romand de sa liste, Nicolas Rubin veut défendre le Jura bernois. LDD

de cette urgence passent par l'innovation, le développement des technologies et l'utilisation d'énergies renouvelables. Quant aux taxes, elles doivent surtout être infligées aux gros pollueurs, «par exemple, les porteurs de navires». «La gauche veut faire payer le citoyen, mais il faut plutôt le responsabiliser», plaide-t-il. Nicolas Rubin aimerait développer davantage les installations photovoltaïques et éoliennes. «Notre région

possède un réel potentiel pour ces énergies renouvelables.»

## Plus de transparence

Un autre thème qu'il aimerait influencer sous la Coupole fédérale est celui des coûts de la santé. «Il faut absolument faire baisser les prix des médicaments et imposer davantage de transparence dans le domaine des soins et de la tarification des consultations.»

Concernant l'âge de la retraite, le jeune PLR est convaincu qu'il doit être adapté à l'espérance de vie. «Il faut dépolitiser le sujet en calquant uniquement cet âge sur l'espérance de vie. Ainsi, on aura davantage de chances de réformer l'AVS.» S'il estime que la retraite pourrait être fixée, pour tous, à 66 ans, il la veut flexible – entre 60 et 70 ans – selon la pénibilité du travail accompli durant sa vie. Cette même flexibilité doit être appliquée au congé parental. «Celui-ci devrait être de 16 semaines que les parents seraient libres de se répartir selon leurs besoins et leurs envies», explique-t-il. Ainsi, les mamans qui désirent reprendre très vite une activité professionnelle pourraient le faire et les pères qui veulent s'occuper plus longtemps de leur nouveau-né auraient aussi cette opportunité. «Je serais triste d'avoir un enfant mais pas la possibilité légale de passer du temps avec lui», relève le candidat. Dans le domaine de la famille, Nicolas Rubin se positionne en faveur du mariage pour tous et soutient l'adoption par des couples de même sexe. Il estime que la politique familiale menée par la Suisse nécessite des améliorations, notamment dans le domaine fiscal. «Il est inconcevable que les couples mariés soient pénalisés.» Du côté de la migration, Nicolas Rubin est assez ferme: «En 20 ans, la popu-

## Bio express

Nicolas Rubin est né en 1990. Il travaille comme enseignant et vit à Moutier. Côté politique, il a été conseiller de ville à Moutier de 2010 à 2015, président du PLR de Tavannes depuis 2016 et président des Jeunes PLR du Jura bernois depuis 2019.

lation en Suisse a crû d'un million de personnes... Nous sommes un petit pays et nous ne pouvons pas aider tout le monde.» Il plaide pour une «migration sélective»: accueillir en Suisse les personnes qui sont en danger chez elles, ainsi que celles qui viennent pour travailler. «Pour cela, le contrôle doit être accru.» Pour lui, il est inconcevable que des djihadistes suisses reviennent dans notre pays. «S'ils sont binationaux, alors il faut aussi leur enlever leur citoyenneté helvétique», précise-t-il. Le jeune politicien se désole du faible taux de participation des citoyens à chaque élection fédérale. «Si la mobilisation était plus grande dans le Jura bernois, nous aurions la possibilité d'avoir deux élus sous la Coupole.» Et de conclure: «Il est primordial que le Jura bernois soit représenté au national pour défendre notre région. Peu importe le parti.» MAS